

République Française

Département des Yvelines

Saint-Quentin-en-Yvelines  
Communauté d'agglomération

DATE DE CONVOCATION  
31/01/2025

DATE D'AFFICHAGE  
CONVOCATION  
31/01/2025

DATE D'ACCUSE DE  
RECEPTION  
PREFECTURE DES YVELINES  
07/02/25

NOMBRE DE MEMBRES EN  
EXERCICE : 21

NOMBRES DE VOTANT : 19

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DES BUREAUX ET DES CONSEILS COMMUNAUTAIRES

Le jeudi 6 février 2025 à 19h00, le Bureau Communautaire légalement convoqué, et par délégation du Conseil Communautaire en date du 11 juillet 2020, s'est réuni au siège social sous la Présidence de Monsieur Jean-Michel FOURGOUS

#### Étaient présents :

Monsieur Jean-Michel CHEVALLIER, Monsieur Nicolas DAINVILLE, Monsieur Didier FISCHER, Monsieur Jean-Michel FOURGOUS, Monsieur Grégory GARESTIER, Monsieur Philippe GUIGUEN, Monsieur Jean-Baptiste HAMONIC, Monsieur Eric-Alain JUNES, Monsieur François LIET, Monsieur Lorrain MERCKAERT, Monsieur Bernard MEYER, Monsieur Thierry MICHEL, Monsieur François MORTON, Madame Alexandra ROSETTI, Madame Eva ROUSSEL.

formant la majorité des membres en exercice

#### Absents :

Monsieur Bertrand COQUARD, Madame Affoh Marcelle GORBENA.

Secrétaire de séance : Monsieur Grégory GARESTIER

#### Pouvoirs :

Monsieur Bertrand HOUILLON à Monsieur Didier FISCHER, Madame Joséphine KOLLMANNSBERGER à Monsieur Philippe GUIGUEN, Monsieur Laurent MAZAURY à Monsieur Jean-Michel FOURGOUS, Monsieur Ali RABEH à Monsieur François MORTON.

#### Dette

OBJET : 1 - (2025-9) - Saint-Quentin-en-Yvelines - Garantie d'emprunt d'un montant de 1 860 303 euros à la SA d'HLM CDC Habitat Social pour financer l'acquisition en VEFA de 17 logements, avenue Jules Ferry aux Clayes-sous-Bois.

Sauf mention contraire inscrite dans la mesure de publicité appropriée, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles qui peut être saisi de manière dématérialisée à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception en Préfecture ;
- Date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale ou à défaut de réponse, deux mois après l'introduction du recours gracieux.

**OBJET : 1 - (2025-9) - Saint-Quentin-en-Yvelines - Garantie d'emprunt d'un montant de 1 860 303 euros à la SA d'HLM CDC Habitat Social pour financer l'acquisition en VEFA de 17 logements, avenue Jules Ferry aux Clayes-sous-Bois.**

## **Le Bureau Communautaire**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-10

**VU** l'arrêté préfectoral n°2015350-0009 en date du 16 décembre 2015 fixant le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire du nouvel EPCI de Saint-Quentin-en-Yvelines à compter du 1er janvier 2016 à 75 membres,

**VU** l'arrêté préfectoral n°2015358-0007 en date du 24 décembre 2015 portant fusion de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et de la Communauté de Communes de l'Ouest Parisien étendue aux communes de Maurepas et de Coignières, et instituant le nouvel EPCI de Saint-Quentin-en-Yvelines à compter du 1er janvier 2016,

**VU** la délibération n°2016-7 du Conseil Communautaire du 9 janvier 2016 fixant la composition du Bureau Communautaire,

**VU** la délibération n°2016-215 du Conseil Communautaire du 9 mai 2016 portant délégation d'attributions du Conseil Communautaire au Bureau,

**VU** l'article 2298 du Code Civil,

**VU** les articles L 5111-4 et L 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les articles L 441-1, R 441-5 et R 441-6 suivants du Code de la Construction et de l'Habitation,

**VU** le contrat de prêt n°164821 en annexe signé entre la SA d'HLM CDC Habitat Social et la Caisse des Dépôts et Consignations,

**CONSIDERANT** la demande formulée par la SA d'HLM CDC Habitat Social auprès de Saint-Quentin-en-Yvelines en vue d'obtenir la garantie d'un emprunt d'un montant de 1 860 303 euros pour financer l'acquisition en VEFA de 17 logements situés 14 avenue Jules Ferry aux Clayes-sous-Bois,

**CONSIDERANT** que conformément aux articles L.441-1 et R.441-5 du Code de la construction et de l'habitation susvisés, la contrepartie de cette garantie d'emprunt sera un droit de réservation de 20% des logements par la SA d'HLM CDC Habitat Social, soit 4 logements,

**CONSIDERANT** que conformément aux articles R 441-6 et suivants du Code de la construction et de l'habitation susvisés, les droits de réservation de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines attachés à la garantie d'emprunt seront prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**Article 1 :** Accorde sa garantie d'emprunt à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant d'un million huit-cent-soixante mille trois-cent-trois euros (1 860 303 euros) souscrit par la SA d'HLM CDC Habitat Social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°164821 constitué de sept lignes de prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 860 303 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.  
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Ce prêt est destiné à financer l'acquisition en VEFA de 17 logements situés 14 avenue Jules Ferry aux Clayes-sous-Bois.

Sauf mention contraire inscrite dans la mesure de publicité appropriée, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles qui peut être saisi de manière dématérialisée à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception en Préfecture ;
- Date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale ou à défaut de réponse, deux mois après l'introduction du recours gracieux.

**Article 2 :** La garantie de Saint-Quentin-en-Yvelines est accordée pour la durée totale du prêt, jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM CDC Habitat Social dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

**Article 3 :** S'engage, sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM CDC Habitat Social pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :** S'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

**Article 5 :** Autorise le Président à signer la convention de réservation de logements qui sera passée entre Saint-Quentin-en-Yvelines et la SA d'HLM CDC Habitat Social.

**Adopté à l'unanimité par 19 voix pour**

**FAIT ET DELIBERE, SEANCE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Le Président**

**Jean-Michel FOURGOUS**

*«signé électroniquement le 07/02/25*

Sauf mention contraire inscrite dans la mesure de publicité appropriée, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles qui peut être saisi de manière dématérialisée à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception en Préfecture ;
- Date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale ou à défaut de réponse, deux mois après l'introduction du recours gracieux.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

*CONTRAT DE PRÊT*

**N° 164821**

Entre

**CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE - n°  
000060794**

Et

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

*CONTRAT DE PRÊT*

Entre

**CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE**, SIREN n°: 552046484, sis(e) 33 AV PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1</b>	<b>OBJET DU PRÊT</b>	<b>P.5</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>PRÊT</b>	<b>P.5</b>
<b>ARTICLE 3</b>	<b>DURÉE TOTALE</b>	<b>P.5</b>
<b>ARTICLE 4</b>	<b>TAUX EFFECTIF GLOBAL</b>	<b>P.6</b>
<b>ARTICLE 5</b>	<b>DÉFINITIONS</b>	<b>P.6</b>
<b>ARTICLE 6</b>	<b>CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT</b>	<b>P.10</b>
<b>ARTICLE 7</b>	<b>CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT</b>	<b>P.10</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT</b>	<b>P.11</b>
<b>ARTICLE 9</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT</b>	<b>P.13</b>
<b>ARTICLE 10</b>	<b>DÉTERMINATION DES TAUX</b>	<b>P.15</b>
<b>ARTICLE 11</b>	<b>CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS</b>	<b>P.16</b>
<b>ARTICLE 12</b>	<b>AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL</b>	<b>P.17</b>
<b>ARTICLE 13</b>	<b>RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES</b>	<b>P.17</b>
<b>ARTICLE 14</b>	<b>COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES</b>	<b>P.17</b>
<b>ARTICLE 15</b>	<b>DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>P.18</b>
<b>ARTICLE 16</b>	<b>GARANTIES</b>	<b>P.20</b>
<b>ARTICLE 17</b>	<b>REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES</b>	<b>P.21</b>
<b>ARTICLE 18</b>	<b>RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES</b>	<b>P.24</b>
<b>ARTICLE 19</b>	<b>DISPOSITIONS DIVERSES</b>	<b>P.24</b>
<b>ARTICLE 20</b>	<b>DROITS ET FRAIS</b>	<b>P.26</b>
<b>ARTICLE 21</b>	<b>NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL</b>	<b>P.26</b>
<b>ARTICLE 22</b>	<b>ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE</b>	<b>P.26</b>
<b>ANNEXE</b>	<b>CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE</b>	
<b>L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT</b>		



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT**

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LES CLAYES SOUS BOIS 14 Av Jules Ferry, Parc social public, Acquisition en VEFA de 17 logements situés 14, avenue Jules Ferry 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS.

## **ARTICLE 2 PRÊT**

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million huit-cent-soixante mille trois-cent-trois euros (1 860 303,00 euros) constitué de 7 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2023, d'un montant de cent-trente-deux mille cinq-cent-deux euros (132 502,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-douze mille cent-quatre-vingt-onze euros (292 191,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de quatre-cent-cinquante-et-un mille huit-cent-soixante-treize euros (451 873,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2023, d'un montant de cent-quatre mille six-cent-un euros (104 601,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2023, d'un montant de deux-cent-dix mille neuf-cent-soixante-six euros (210 966,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-dix-sept mille cent-soixante-dix-sept euros (297 177,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de trois-cent-soixante-dix mille neuf-cent-quatre-vingt-treize euros (370 993,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 3 DURÉE TOTALE**

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

## **ARTICLE 5 DÉFINITIONS**

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « **Prêt Locatif Social** » (**PLS**) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (**CPLS**) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (**SR**) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 6** CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **07/01/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

## **ARTICLE 7** CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

#### **ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréeer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

<b>Offre CDC</b>				
<b>Caractéristiques de la Ligne du Prêt</b>	<b>CPLS</b>	<b>PLAI</b>	<b>PLAI foncier</b>	<b>PLS</b>
<b>Enveloppe</b>	Complémentaire au PLS 2023	-	-	PLSDD 2023
<b>Identifiant de la Ligne du Prêt</b>	5566040	5566037	5566036	5566035
<b>Montant de la Ligne du Prêt</b>	132 502 €	292 191 €	451 873 €	104 601 €
<b>Commission d'instruction</b>	70 €	0 €	0 €	60 €
<b>Durée de la période</b>	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
<b>Taux de période</b>	4,11 %	2,6 %	3,27 %	4,11 %
<b>TEG de la Ligne du Prêt</b>	4,11 %	2,6 %	3,27 %	4,11 %
<b>Phase d'amortissement</b>				
<b>Durée du différé d'amortissement</b>	24 mois	-	-	24 mois
<b>Durée</b>	40 ans	40 ans	60 ans	40 ans
<b>Index<sup>1</sup></b>	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
<b>Marge fixe sur index</b>	1,11 %	- 0,4 %	0,27 %	1,11 %
<b>Taux d'intérêt<sup>2</sup></b>	4,11 %	2,6 %	3,27 %	4,11 %
<b>Périodicité</b>	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
<b>Profil d'amortissement</b>	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
<b>Condition de remboursement anticipé volontaire</b>	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
<b>Modalité de révision</b>	SR	SR	SR	SR
<b>Taux de progressivité de l'échéance</b>	0 %	0 %	1 %	0 %
<b>Mode de calcul des intérêts</b>	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
<b>Base de calcul des intérêts</b>	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

<b>Offre CDC</b>				
<b>Caractéristiques de la Ligne du Prêt</b>	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
<b>Enveloppe</b>	PLSDD 2023	-	-	
<b>Identifiant de la Ligne du Prêt</b>	5566034	5566039	5566038	
<b>Montant de la Ligne du Prêt</b>	210 966 €	297 177 €	370 993 €	
<b>Commission d'instruction</b>	120 €	0 €	0 €	
<b>Durée de la période</b>	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
<b>Taux de période</b>	3,27 %	3,6 %	3,27 %	
<b>TEG de la Ligne du Prêt</b>	3,27 %	3,6 %	3,27 %	
<b>Phase d'amortissement</b>				
<b>Durée du différé d'amortissement</b>	-	24 mois	-	
<b>Durée</b>	60 ans	40 ans	60 ans	
<b>Index<sup>1</sup></b>	Livret A	Livret A	Livret A	
<b>Marge fixe sur index</b>	0,27 %	0,6 %	0,27 %	
<b>Taux d'intérêt<sup>2</sup></b>	3,27 %	3,6 %	3,27 %	
<b>Périodicité</b>	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
<b>Profil d'amortissement</b>	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
<b>Condition de remboursement anticipé volontaire</b>	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
<b>Modalité de révision</b>	SR	SR	SR	
<b>Taux de progressivité de l'échéance</b>	1 %	0 %	1 %	
<b>Mode de calcul des intérêts</b>	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
<b>Base de calcul des intérêts</b>	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

### **MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE**

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

### **SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)**

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

## **ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS**

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

## **ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

## **ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

## **ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES**

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

## **ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR**

### **15.1 Déclarations de l'Emprunteur :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

### **15.2 Engagements de l'Emprunteur :**

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

#### **ARTICLE 16 GARANTIES**

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	SAINT QUENTIN EN YVELINES	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.



## **ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

### **17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES**

#### **17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires**

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

### 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

#### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).



## **ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

## **ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES**

### **19.1 Non renonciation**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

### **19.2 Imprévision**

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

### **19.3 Nullité**

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

### **19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)**

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

### 19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

### 19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

## **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site [www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles](http://www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles).

## **ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.







BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE  
2 avenue Pierre Mendès France  
75013 Paris

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U129365, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 164821, Ligne du Prêt n° 5566040

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE  
2 avenue Pierre Mendès France  
75013 Paris

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U129365, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 164821, Ligne du Prêt n° 5566037

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE  
2 avenue Pierre Mendès France  
75013 Paris

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U129365, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 164821, Ligne du Prêt n° 5566036

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE  
2 avenue Pierre Mendès France  
75013 Paris

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U129365, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 164821, Ligne du Prêt n° 5566035

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE  
2 avenue Pierre Mendès France  
75013 Paris

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U129365, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 164821, Ligne du Prêt n° 5566034

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE  
2 avenue Pierre Mendès France  
75013 Paris

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U129365, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 164821, Ligne du Prêt n° 5566039

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE  
33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE  
2 avenue Pierre Mendès France  
75013 Paris

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U129365, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 164821, Ligne du Prêt n° 5566038

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE



Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA D'HLM  
 N° du Contrat de Prêt : 164821 / N° de la Ligne du Prêt : 5566040  
 Opération : Acquisition en VEFA  
 Produit : CPLS - Complémentaire au PLS 2023

Capital prêté : 132 502 €  
 Taux actuariel théorique : 4,11 %  
 Taux effectif global : 4,11 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/10/2025	4,11	5 445,83	0,00	5 445,83	0,00	132 502,00	0,00
2	07/10/2026	4,11	5 445,83	0,00	5 445,83	0,00	132 502,00	0,00
3	07/10/2027	4,11	6 949,89	1 504,06	5 445,83	0,00	130 997,94	0,00
4	07/10/2028	4,11	6 949,89	1 565,87	5 384,02	0,00	129 432,07	0,00
5	07/10/2029	4,11	6 949,89	1 630,23	5 319,66	0,00	127 801,84	0,00
6	07/10/2030	4,11	6 949,89	1 697,23	5 252,66	0,00	126 104,61	0,00
7	07/10/2031	4,11	6 949,89	1 766,99	5 182,90	0,00	124 337,62	0,00
8	07/10/2032	4,11	6 949,89	1 839,61	5 110,28	0,00	122 498,01	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	07/10/2033	4,11	6 949,89	1 915,22	5 034,67	0,00	120 582,79	0,00
10	07/10/2034	4,11	6 949,89	1 993,94	4 955,95	0,00	118 588,85	0,00
11	07/10/2035	4,11	6 949,89	2 075,89	4 874,00	0,00	116 512,96	0,00
12	07/10/2036	4,11	6 949,89	2 161,21	4 788,68	0,00	114 351,75	0,00
13	07/10/2037	4,11	6 949,89	2 250,03	4 699,86	0,00	112 101,72	0,00
14	07/10/2038	4,11	6 949,89	2 342,51	4 607,38	0,00	109 759,21	0,00
15	07/10/2039	4,11	6 949,89	2 438,79	4 511,10	0,00	107 320,42	0,00
16	07/10/2040	4,11	6 949,89	2 539,02	4 410,87	0,00	104 781,40	0,00
17	07/10/2041	4,11	6 949,89	2 643,37	4 306,52	0,00	102 138,03	0,00
18	07/10/2042	4,11	6 949,89	2 752,02	4 197,87	0,00	99 386,01	0,00
19	07/10/2043	4,11	6 949,89	2 865,12	4 084,77	0,00	96 520,89	0,00
20	07/10/2044	4,11	6 949,89	2 982,88	3 967,01	0,00	93 538,01	0,00
21	07/10/2045	4,11	6 949,89	3 105,48	3 844,41	0,00	90 432,53	0,00
22	07/10/2046	4,11	6 949,89	3 233,11	3 716,78	0,00	87 199,42	0,00
23	07/10/2047	4,11	6 949,89	3 365,99	3 583,90	0,00	83 833,43	0,00
24	07/10/2048	4,11	6 949,89	3 504,34	3 445,55	0,00	80 329,09	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	07/10/2049	4,11	6 949,89	3 648,36	3 301,53	0,00	76 680,73	0,00
26	07/10/2050	4,11	6 949,89	3 798,31	3 151,58	0,00	72 882,42	0,00
27	07/10/2051	4,11	6 949,89	3 954,42	2 995,47	0,00	68 928,00	0,00
28	07/10/2052	4,11	6 949,89	4 116,95	2 832,94	0,00	64 811,05	0,00
29	07/10/2053	4,11	6 949,89	4 286,16	2 663,73	0,00	60 524,89	0,00
30	07/10/2054	4,11	6 949,89	4 462,32	2 487,57	0,00	56 062,57	0,00
31	07/10/2055	4,11	6 949,89	4 645,72	2 304,17	0,00	51 416,85	0,00
32	07/10/2056	4,11	6 949,89	4 836,66	2 113,23	0,00	46 580,19	0,00
33	07/10/2057	4,11	6 949,89	5 035,44	1 914,45	0,00	41 544,75	0,00
34	07/10/2058	4,11	6 949,89	5 242,40	1 707,49	0,00	36 302,35	0,00
35	07/10/2059	4,11	6 949,89	5 457,86	1 492,03	0,00	30 844,49	0,00
36	07/10/2060	4,11	6 949,89	5 682,18	1 267,71	0,00	25 162,31	0,00
37	07/10/2061	4,11	6 949,89	5 915,72	1 034,17	0,00	19 246,59	0,00
38	07/10/2062	4,11	6 949,89	6 158,86	791,03	0,00	13 087,73	0,00
39	07/10/2063	4,11	6 949,89	6 411,98	537,91	0,00	6 675,75	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	07/10/2064	4,11	6 950,12	6 675,75	274,37	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>274 987,71</b>	<b>132 502,00</b>	<b>142 485,71</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA D'HLM  
 N° du Contrat de Prêt : 164821 / N° de la Ligne du Prêt : 5566037  
 Opération : Acquisition en VEFA  
 Produit : PLAI

Capital prêté : 292 191 €  
 Taux actuariel théorique : 2,60 %  
 Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/10/2025	2,60	11 836,66	4 239,69	7 596,97	0,00	287 951,31	0,00
2	07/10/2026	2,60	11 836,66	4 349,93	7 486,73	0,00	283 601,38	0,00
3	07/10/2027	2,60	11 836,66	4 463,02	7 373,64	0,00	279 138,36	0,00
4	07/10/2028	2,60	11 836,66	4 579,06	7 257,60	0,00	274 559,30	0,00
5	07/10/2029	2,60	11 836,66	4 698,12	7 138,54	0,00	269 861,18	0,00
6	07/10/2030	2,60	11 836,66	4 820,27	7 016,39	0,00	265 040,91	0,00
7	07/10/2031	2,60	11 836,66	4 945,60	6 891,06	0,00	260 095,31	0,00
8	07/10/2032	2,60	11 836,66	5 074,18	6 762,48	0,00	255 021,13	0,00
9	07/10/2033	2,60	11 836,66	5 206,11	6 630,55	0,00	249 815,02	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	07/10/2034	2,60	11 836,66	5 341,47	6 495,19	0,00	244 473,55	0,00
11	07/10/2035	2,60	11 836,66	5 480,35	6 356,31	0,00	238 993,20	0,00
12	07/10/2036	2,60	11 836,66	5 622,84	6 213,82	0,00	233 370,36	0,00
13	07/10/2037	2,60	11 836,66	5 769,03	6 067,63	0,00	227 601,33	0,00
14	07/10/2038	2,60	11 836,66	5 919,03	5 917,63	0,00	221 682,30	0,00
15	07/10/2039	2,60	11 836,66	6 072,92	5 763,74	0,00	215 609,38	0,00
16	07/10/2040	2,60	11 836,66	6 230,82	5 605,84	0,00	209 378,56	0,00
17	07/10/2041	2,60	11 836,66	6 392,82	5 443,84	0,00	202 985,74	0,00
18	07/10/2042	2,60	11 836,66	6 559,03	5 277,63	0,00	196 426,71	0,00
19	07/10/2043	2,60	11 836,66	6 729,57	5 107,09	0,00	189 697,14	0,00
20	07/10/2044	2,60	11 836,66	6 904,53	4 932,13	0,00	182 792,61	0,00
21	07/10/2045	2,60	11 836,66	7 084,05	4 752,61	0,00	175 708,56	0,00
22	07/10/2046	2,60	11 836,66	7 268,24	4 568,42	0,00	168 440,32	0,00
23	07/10/2047	2,60	11 836,66	7 457,21	4 379,45	0,00	160 983,11	0,00
24	07/10/2048	2,60	11 836,66	7 651,10	4 185,56	0,00	153 332,01	0,00
25	07/10/2049	2,60	11 836,66	7 850,03	3 986,63	0,00	145 481,98	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	07/10/2050	2,60	11 836,66	8 054,13	3 782,53	0,00	137 427,85	0,00
27	07/10/2051	2,60	11 836,66	8 263,54	3 573,12	0,00	129 164,31	0,00
28	07/10/2052	2,60	11 836,66	8 478,39	3 358,27	0,00	120 685,92	0,00
29	07/10/2053	2,60	11 836,66	8 698,83	3 137,83	0,00	111 987,09	0,00
30	07/10/2054	2,60	11 836,66	8 925,00	2 911,66	0,00	103 062,09	0,00
31	07/10/2055	2,60	11 836,66	9 157,05	2 679,61	0,00	93 905,04	0,00
32	07/10/2056	2,60	11 836,66	9 395,13	2 441,53	0,00	84 509,91	0,00
33	07/10/2057	2,60	11 836,66	9 639,40	2 197,26	0,00	74 870,51	0,00
34	07/10/2058	2,60	11 836,66	9 890,03	1 946,63	0,00	64 980,48	0,00
35	07/10/2059	2,60	11 836,66	10 147,17	1 689,49	0,00	54 833,31	0,00
36	07/10/2060	2,60	11 836,66	10 410,99	1 425,67	0,00	44 422,32	0,00
37	07/10/2061	2,60	11 836,66	10 681,68	1 154,98	0,00	33 740,64	0,00
38	07/10/2062	2,60	11 836,66	10 959,40	877,26	0,00	22 781,24	0,00
39	07/10/2063	2,60	11 836,66	11 244,35	592,31	0,00	11 536,89	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	07/10/2064	2,60	11 836,85	11 536,89	299,96	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>473 466,59</b>	<b>292 191,00</b>	<b>181 275,59</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA D'HLM  
 N° du Contrat de Prêt : 164821 / N° de la Ligne du Prêt : 5566036  
 Opération : Acquisition en VEFA  
 Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 451 873 €  
 Taux actuariel théorique : 3,27 %  
 Taux effectif global : 3,27 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/10/2025	3,27	13 927,97	0,00	13 927,97	848,28	451 873,00	848,28
2	07/10/2026	3,27	14 067,25	0,00	14 067,25	736,74	451 873,00	1 585,02
3	07/10/2027	3,27	14 207,92	0,00	14 207,92	620,16	451 873,00	2 205,18
4	07/10/2028	3,27	14 350,00	0,00	14 350,00	498,36	451 873,00	2 703,54
5	07/10/2029	3,27	14 493,50	0,00	14 493,50	371,15	451 873,00	3 074,69
6	07/10/2030	3,27	14 638,44	0,00	14 638,44	238,35	451 873,00	3 313,04
7	07/10/2031	3,27	14 784,82	0,00	14 784,82	99,76	451 873,00	3 412,80
8	07/10/2032	3,27	14 932,67	0,00	14 932,67	- 44,82	451 873,00	3 367,98
9	07/10/2033	3,27	15 082,00	0,00	15 082,00	- 195,62	451 873,00	3 172,36

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	07/10/2034	3,27	15 232,82	0,00	15 232,82	- 352,84	451 873,00	2 819,52
11	07/10/2035	3,27	15 385,14	0,00	15 385,14	- 516,69	451 873,00	2 302,83
12	07/10/2036	3,27	15 538,99	0,00	15 538,99	- 687,44	451 873,00	1 615,39
13	07/10/2037	3,27	15 694,38	0,00	15 694,38	- 865,31	451 873,00	750,08
14	07/10/2038	3,27	15 851,33	300,48	15 550,85	- 750,08	451 572,52	0,00
15	07/10/2039	3,27	16 009,84	1 243,42	14 766,42	0,00	450 329,10	0,00
16	07/10/2040	3,27	16 169,94	1 444,18	14 725,76	0,00	448 884,92	0,00
17	07/10/2041	3,27	16 331,64	1 653,10	14 678,54	0,00	447 231,82	0,00
18	07/10/2042	3,27	16 494,96	1 870,48	14 624,48	0,00	445 361,34	0,00
19	07/10/2043	3,27	16 659,91	2 096,59	14 563,32	0,00	443 264,75	0,00
20	07/10/2044	3,27	16 826,50	2 331,74	14 494,76	0,00	440 933,01	0,00
21	07/10/2045	3,27	16 994,77	2 576,26	14 418,51	0,00	438 356,75	0,00
22	07/10/2046	3,27	17 164,72	2 830,45	14 334,27	0,00	435 526,30	0,00
23	07/10/2047	3,27	17 336,36	3 094,65	14 241,71	0,00	432 431,65	0,00
24	07/10/2048	3,27	17 509,73	3 369,22	14 140,51	0,00	429 062,43	0,00
25	07/10/2049	3,27	17 684,83	3 654,49	14 030,34	0,00	425 407,94	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	07/10/2050	3,27	17 861,67	3 950,83	13 910,84	0,00	421 457,11	0,00
27	07/10/2051	3,27	18 040,29	4 258,64	13 781,65	0,00	417 198,47	0,00
28	07/10/2052	3,27	18 220,69	4 578,30	13 642,39	0,00	412 620,17	0,00
29	07/10/2053	3,27	18 402,90	4 910,22	13 492,68	0,00	407 709,95	0,00
30	07/10/2054	3,27	18 586,93	5 254,81	13 332,12	0,00	402 455,14	0,00
31	07/10/2055	3,27	18 772,80	5 612,52	13 160,28	0,00	396 842,62	0,00
32	07/10/2056	3,27	18 960,53	5 983,78	12 976,75	0,00	390 858,84	0,00
33	07/10/2057	3,27	19 150,13	6 369,05	12 781,08	0,00	384 489,79	0,00
34	07/10/2058	3,27	19 341,63	6 768,81	12 572,82	0,00	377 720,98	0,00
35	07/10/2059	3,27	19 535,05	7 183,57	12 351,48	0,00	370 537,41	0,00
36	07/10/2060	3,27	19 730,40	7 613,83	12 116,57	0,00	362 923,58	0,00
37	07/10/2061	3,27	19 927,70	8 060,10	11 867,60	0,00	354 863,48	0,00
38	07/10/2062	3,27	20 126,98	8 522,94	11 604,04	0,00	346 340,54	0,00
39	07/10/2063	3,27	20 328,25	9 002,91	11 325,34	0,00	337 337,63	0,00
40	07/10/2064	3,27	20 531,53	9 500,59	11 030,94	0,00	327 837,04	0,00
41	07/10/2065	3,27	20 736,85	10 016,58	10 720,27	0,00	317 820,46	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	07/10/2066	3,27	20 944,22	10 551,49	10 392,73	0,00	307 268,97	0,00
43	07/10/2067	3,27	21 153,66	11 105,96	10 047,70	0,00	296 163,01	0,00
44	07/10/2068	3,27	21 365,20	11 680,67	9 684,53	0,00	284 482,34	0,00
45	07/10/2069	3,27	21 578,85	12 276,28	9 302,57	0,00	272 206,06	0,00
46	07/10/2070	3,27	21 794,64	12 893,50	8 901,14	0,00	259 312,56	0,00
47	07/10/2071	3,27	22 012,58	13 533,06	8 479,52	0,00	245 779,50	0,00
48	07/10/2072	3,27	22 232,71	14 195,72	8 036,99	0,00	231 583,78	0,00
49	07/10/2073	3,27	22 455,04	14 882,25	7 572,79	0,00	216 701,53	0,00
50	07/10/2074	3,27	22 679,59	15 593,45	7 086,14	0,00	201 108,08	0,00
51	07/10/2075	3,27	22 906,38	16 330,15	6 576,23	0,00	184 777,93	0,00
52	07/10/2076	3,27	23 135,45	17 093,21	6 042,24	0,00	167 684,72	0,00
53	07/10/2077	3,27	23 366,80	17 883,51	5 483,29	0,00	149 801,21	0,00
54	07/10/2078	3,27	23 600,47	18 701,97	4 898,50	0,00	131 099,24	0,00
55	07/10/2079	3,27	23 836,47	19 549,52	4 286,95	0,00	111 549,72	0,00
56	07/10/2080	3,27	24 074,84	20 427,16	3 647,68	0,00	91 122,56	0,00
57	07/10/2081	3,27	24 315,59	21 335,88	2 979,71	0,00	69 786,68	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	07/10/2082	3,27	24 558,74	22 276,72	2 282,02	0,00	47 509,96	0,00
59	07/10/2083	3,27	24 804,33	23 250,75	1 553,58	0,00	24 259,21	0,00
60	07/10/2084	3,27	25 052,49	24 259,21	793,28	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>1 137 492,81</b>	<b>451 873,00</b>	<b>685 619,81</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA D'HLM  
 N° du Contrat de Prêt : 164821 / N° de la Ligne du Prêt : 5566035  
 Opération : Acquisition en VEFA  
 Produit : PLS - PLSDD 2023

Capital prêté : 104 601 €  
 Taux actuariel théorique : 4,11 %  
 Taux effectif global : 4,11 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/10/2025	4,11	4 299,10	0,00	4 299,10	0,00	104 601,00	0,00
2	07/10/2026	4,11	4 299,10	0,00	4 299,10	0,00	104 601,00	0,00
3	07/10/2027	4,11	5 486,45	1 187,35	4 299,10	0,00	103 413,65	0,00
4	07/10/2028	4,11	5 486,45	1 236,15	4 250,30	0,00	102 177,50	0,00
5	07/10/2029	4,11	5 486,45	1 286,95	4 199,50	0,00	100 890,55	0,00
6	07/10/2030	4,11	5 486,45	1 339,85	4 146,60	0,00	99 550,70	0,00
7	07/10/2031	4,11	5 486,45	1 394,92	4 091,53	0,00	98 155,78	0,00
8	07/10/2032	4,11	5 486,45	1 452,25	4 034,20	0,00	96 703,53	0,00
9	07/10/2033	4,11	5 486,45	1 511,93	3 974,52	0,00	95 191,60	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	07/10/2034	4,11	5 486,45	1 574,08	3 912,37	0,00	93 617,52	0,00
11	07/10/2035	4,11	5 486,45	1 638,77	3 847,68	0,00	91 978,75	0,00
12	07/10/2036	4,11	5 486,45	1 706,12	3 780,33	0,00	90 272,63	0,00
13	07/10/2037	4,11	5 486,45	1 776,24	3 710,21	0,00	88 496,39	0,00
14	07/10/2038	4,11	5 486,45	1 849,25	3 637,20	0,00	86 647,14	0,00
15	07/10/2039	4,11	5 486,45	1 925,25	3 561,20	0,00	84 721,89	0,00
16	07/10/2040	4,11	5 486,45	2 004,38	3 482,07	0,00	82 717,51	0,00
17	07/10/2041	4,11	5 486,45	2 086,76	3 399,69	0,00	80 630,75	0,00
18	07/10/2042	4,11	5 486,45	2 172,53	3 313,92	0,00	78 458,22	0,00
19	07/10/2043	4,11	5 486,45	2 261,82	3 224,63	0,00	76 196,40	0,00
20	07/10/2044	4,11	5 486,45	2 354,78	3 131,67	0,00	73 841,62	0,00
21	07/10/2045	4,11	5 486,45	2 451,56	3 034,89	0,00	71 390,06	0,00
22	07/10/2046	4,11	5 486,45	2 552,32	2 934,13	0,00	68 837,74	0,00
23	07/10/2047	4,11	5 486,45	2 657,22	2 829,23	0,00	66 180,52	0,00
24	07/10/2048	4,11	5 486,45	2 766,43	2 720,02	0,00	63 414,09	0,00
25	07/10/2049	4,11	5 486,45	2 880,13	2 606,32	0,00	60 533,96	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	07/10/2050	4,11	5 486,45	2 998,50	2 487,95	0,00	57 535,46	0,00
27	07/10/2051	4,11	5 486,45	3 121,74	2 364,71	0,00	54 413,72	0,00
28	07/10/2052	4,11	5 486,45	3 250,05	2 236,40	0,00	51 163,67	0,00
29	07/10/2053	4,11	5 486,45	3 383,62	2 102,83	0,00	47 780,05	0,00
30	07/10/2054	4,11	5 486,45	3 522,69	1 963,76	0,00	44 257,36	0,00
31	07/10/2055	4,11	5 486,45	3 667,47	1 818,98	0,00	40 589,89	0,00
32	07/10/2056	4,11	5 486,45	3 818,21	1 668,24	0,00	36 771,68	0,00
33	07/10/2057	4,11	5 486,45	3 975,13	1 511,32	0,00	32 796,55	0,00
34	07/10/2058	4,11	5 486,45	4 138,51	1 347,94	0,00	28 658,04	0,00
35	07/10/2059	4,11	5 486,45	4 308,60	1 177,85	0,00	24 349,44	0,00
36	07/10/2060	4,11	5 486,45	4 485,69	1 000,76	0,00	19 863,75	0,00
37	07/10/2061	4,11	5 486,45	4 670,05	816,40	0,00	15 193,70	0,00
38	07/10/2062	4,11	5 486,45	4 861,99	624,46	0,00	10 331,71	0,00
39	07/10/2063	4,11	5 486,45	5 061,82	424,63	0,00	5 269,89	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	07/10/2064	4,11	5 486,48	5 269,89	216,59	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>217 083,33</b>	<b>104 601,00</b>	<b>112 482,33</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA D'HLM  
 N° du Contrat de Prêt : 164821 / N° de la Ligne du Prêt : 5566034  
 Opération : Acquisition en VEFA  
 Produit : PLS foncier - PLSDD 2023

Capital prêté : 210 966 €  
 Taux actuariel théorique : 3,27 %  
 Taux effectif global : 3,27 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/10/2025	3,27	6 502,55	0,00	6 502,55	396,04	210 966,00	396,04
2	07/10/2026	3,27	6 567,58	0,00	6 567,58	343,96	210 966,00	740,00
3	07/10/2027	3,27	6 633,25	0,00	6 633,25	289,54	210 966,00	1 029,54
4	07/10/2028	3,27	6 699,59	0,00	6 699,59	232,66	210 966,00	1 262,20
5	07/10/2029	3,27	6 766,58	0,00	6 766,58	173,28	210 966,00	1 435,48
6	07/10/2030	3,27	6 834,25	0,00	6 834,25	111,28	210 966,00	1 546,76
7	07/10/2031	3,27	6 902,59	0,00	6 902,59	46,58	210 966,00	1 593,34
8	07/10/2032	3,27	6 971,62	0,00	6 971,62	- 20,93	210 966,00	1 572,41
9	07/10/2033	3,27	7 041,33	0,00	7 041,33	- 91,32	210 966,00	1 481,09

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	07/10/2034	3,27	7 111,75	0,00	7 111,75	- 164,73	210 966,00	1 316,36
11	07/10/2035	3,27	7 182,86	0,00	7 182,86	- 241,23	210 966,00	1 075,13
12	07/10/2036	3,27	7 254,69	0,00	7 254,69	- 320,95	210 966,00	754,18
13	07/10/2037	3,27	7 327,24	0,00	7 327,24	- 403,99	210 966,00	350,19
14	07/10/2038	3,27	7 400,51	140,28	7 260,23	- 350,19	210 825,72	0,00
15	07/10/2039	3,27	7 474,52	580,52	6 894,00	0,00	210 245,20	0,00
16	07/10/2040	3,27	7 549,26	674,24	6 875,02	0,00	209 570,96	0,00
17	07/10/2041	3,27	7 624,75	771,78	6 852,97	0,00	208 799,18	0,00
18	07/10/2042	3,27	7 701,00	873,27	6 827,73	0,00	207 925,91	0,00
19	07/10/2043	3,27	7 778,01	978,83	6 799,18	0,00	206 947,08	0,00
20	07/10/2044	3,27	7 855,79	1 088,62	6 767,17	0,00	205 858,46	0,00
21	07/10/2045	3,27	7 934,35	1 202,78	6 731,57	0,00	204 655,68	0,00
22	07/10/2046	3,27	8 013,69	1 321,45	6 692,24	0,00	203 334,23	0,00
23	07/10/2047	3,27	8 093,83	1 444,80	6 649,03	0,00	201 889,43	0,00
24	07/10/2048	3,27	8 174,77	1 572,99	6 601,78	0,00	200 316,44	0,00
25	07/10/2049	3,27	8 256,52	1 706,17	6 550,35	0,00	198 610,27	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	07/10/2050	3,27	8 339,08	1 844,52	6 494,56	0,00	196 765,75	0,00
27	07/10/2051	3,27	8 422,47	1 988,23	6 434,24	0,00	194 777,52	0,00
28	07/10/2052	3,27	8 506,70	2 137,48	6 369,22	0,00	192 640,04	0,00
29	07/10/2053	3,27	8 591,76	2 292,43	6 299,33	0,00	190 347,61	0,00
30	07/10/2054	3,27	8 677,68	2 453,31	6 224,37	0,00	187 894,30	0,00
31	07/10/2055	3,27	8 764,46	2 620,32	6 144,14	0,00	185 273,98	0,00
32	07/10/2056	3,27	8 852,10	2 793,64	6 058,46	0,00	182 480,34	0,00
33	07/10/2057	3,27	8 940,62	2 973,51	5 967,11	0,00	179 506,83	0,00
34	07/10/2058	3,27	9 030,03	3 160,16	5 869,87	0,00	176 346,67	0,00
35	07/10/2059	3,27	9 120,33	3 353,79	5 766,54	0,00	172 992,88	0,00
36	07/10/2060	3,27	9 211,53	3 554,66	5 656,87	0,00	169 438,22	0,00
37	07/10/2061	3,27	9 303,65	3 763,02	5 540,63	0,00	165 675,20	0,00
38	07/10/2062	3,27	9 396,69	3 979,11	5 417,58	0,00	161 696,09	0,00
39	07/10/2063	3,27	9 490,65	4 203,19	5 287,46	0,00	157 492,90	0,00
40	07/10/2064	3,27	9 585,56	4 435,54	5 150,02	0,00	153 057,36	0,00
41	07/10/2065	3,27	9 681,42	4 676,44	5 004,98	0,00	148 380,92	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	07/10/2066	3,27	9 778,23	4 926,17	4 852,06	0,00	143 454,75	0,00
43	07/10/2067	3,27	9 876,01	5 185,04	4 690,97	0,00	138 269,71	0,00
44	07/10/2068	3,27	9 974,77	5 453,35	4 521,42	0,00	132 816,36	0,00
45	07/10/2069	3,27	10 074,52	5 731,43	4 343,09	0,00	127 084,93	0,00
46	07/10/2070	3,27	10 175,26	6 019,58	4 155,68	0,00	121 065,35	0,00
47	07/10/2071	3,27	10 277,02	6 318,18	3 958,84	0,00	114 747,17	0,00
48	07/10/2072	3,27	10 379,79	6 627,56	3 752,23	0,00	108 119,61	0,00
49	07/10/2073	3,27	10 483,59	6 948,08	3 535,51	0,00	101 171,53	0,00
50	07/10/2074	3,27	10 588,42	7 280,11	3 308,31	0,00	93 891,42	0,00
51	07/10/2075	3,27	10 694,31	7 624,06	3 070,25	0,00	86 267,36	0,00
52	07/10/2076	3,27	10 801,25	7 980,31	2 820,94	0,00	78 287,05	0,00
53	07/10/2077	3,27	10 909,26	8 349,27	2 559,99	0,00	69 937,78	0,00
54	07/10/2078	3,27	11 018,35	8 731,38	2 286,97	0,00	61 206,40	0,00
55	07/10/2079	3,27	11 128,54	9 127,09	2 001,45	0,00	52 079,31	0,00
56	07/10/2080	3,27	11 239,82	9 536,83	1 702,99	0,00	42 542,48	0,00
57	07/10/2081	3,27	11 352,22	9 961,08	1 391,14	0,00	32 581,40	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	07/10/2082	3,27	11 465,74	10 400,33	1 065,41	0,00	22 181,07	0,00
59	07/10/2083	3,27	11 580,40	10 855,08	725,32	0,00	11 325,99	0,00
60	07/10/2084	3,27	11 696,35	11 325,99	370,36	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>531 061,46</b>	<b>210 966,00</b>	<b>320 095,46</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA D'HLM  
 N° du Contrat de Prêt : 164821 / N° de la Ligne du Prêt : 5566039  
 Opération : Acquisition en VEFA  
 Produit : PLUS

Capital prêté : 297 177 €  
 Taux actuariel théorique : 3,60 %  
 Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/10/2025	3,60	10 698,37	0,00	10 698,37	0,00	297 177,00	0,00
2	07/10/2026	3,60	10 698,37	0,00	10 698,37	0,00	297 177,00	0,00
3	07/10/2027	3,60	14 473,16	3 774,79	10 698,37	0,00	293 402,21	0,00
4	07/10/2028	3,60	14 473,16	3 910,68	10 562,48	0,00	289 491,53	0,00
5	07/10/2029	3,60	14 473,16	4 051,46	10 421,70	0,00	285 440,07	0,00
6	07/10/2030	3,60	14 473,16	4 197,32	10 275,84	0,00	281 242,75	0,00
7	07/10/2031	3,60	14 473,16	4 348,42	10 124,74	0,00	276 894,33	0,00
8	07/10/2032	3,60	14 473,16	4 504,96	9 968,20	0,00	272 389,37	0,00
9	07/10/2033	3,60	14 473,16	4 667,14	9 806,02	0,00	267 722,23	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	07/10/2034	3,60	14 473,16	4 835,16	9 638,00	0,00	262 887,07	0,00
11	07/10/2035	3,60	14 473,16	5 009,23	9 463,93	0,00	257 877,84	0,00
12	07/10/2036	3,60	14 473,16	5 189,56	9 283,60	0,00	252 688,28	0,00
13	07/10/2037	3,60	14 473,16	5 376,38	9 096,78	0,00	247 311,90	0,00
14	07/10/2038	3,60	14 473,16	5 569,93	8 903,23	0,00	241 741,97	0,00
15	07/10/2039	3,60	14 473,16	5 770,45	8 702,71	0,00	235 971,52	0,00
16	07/10/2040	3,60	14 473,16	5 978,19	8 494,97	0,00	229 993,33	0,00
17	07/10/2041	3,60	14 473,16	6 193,40	8 279,76	0,00	223 799,93	0,00
18	07/10/2042	3,60	14 473,16	6 416,36	8 056,80	0,00	217 383,57	0,00
19	07/10/2043	3,60	14 473,16	6 647,35	7 825,81	0,00	210 736,22	0,00
20	07/10/2044	3,60	14 473,16	6 886,66	7 586,50	0,00	203 849,56	0,00
21	07/10/2045	3,60	14 473,16	7 134,58	7 338,58	0,00	196 714,98	0,00
22	07/10/2046	3,60	14 473,16	7 391,42	7 081,74	0,00	189 323,56	0,00
23	07/10/2047	3,60	14 473,16	7 657,51	6 815,65	0,00	181 666,05	0,00
24	07/10/2048	3,60	14 473,16	7 933,18	6 539,98	0,00	173 732,87	0,00
25	07/10/2049	3,60	14 473,16	8 218,78	6 254,38	0,00	165 514,09	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	07/10/2050	3,60	14 473,16	8 514,65	5 958,51	0,00	156 999,44	0,00
27	07/10/2051	3,60	14 473,16	8 821,18	5 651,98	0,00	148 178,26	0,00
28	07/10/2052	3,60	14 473,16	9 138,74	5 334,42	0,00	139 039,52	0,00
29	07/10/2053	3,60	14 473,16	9 467,74	5 005,42	0,00	129 571,78	0,00
30	07/10/2054	3,60	14 473,16	9 808,58	4 664,58	0,00	119 763,20	0,00
31	07/10/2055	3,60	14 473,16	10 161,68	4 311,48	0,00	109 601,52	0,00
32	07/10/2056	3,60	14 473,16	10 527,51	3 945,65	0,00	99 074,01	0,00
33	07/10/2057	3,60	14 473,16	10 906,50	3 566,66	0,00	88 167,51	0,00
34	07/10/2058	3,60	14 473,16	11 299,13	3 174,03	0,00	76 868,38	0,00
35	07/10/2059	3,60	14 473,16	11 705,90	2 767,26	0,00	65 162,48	0,00
36	07/10/2060	3,60	14 473,16	12 127,31	2 345,85	0,00	53 035,17	0,00
37	07/10/2061	3,60	14 473,16	12 563,89	1 909,27	0,00	40 471,28	0,00
38	07/10/2062	3,60	14 473,16	13 016,19	1 456,97	0,00	27 455,09	0,00
39	07/10/2063	3,60	14 473,16	13 484,78	988,38	0,00	13 970,31	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	07/10/2064	3,60	14 473,24	13 970,31	502,93	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>571 376,90</b>	<b>297 177,00</b>	<b>274 199,90</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA D'HLM  
 N° du Contrat de Prêt : 164821 / N° de la Ligne du Prêt : 5566038  
 Opération : Acquisition en VEFA  
 Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 370 993 €  
 Taux actuariel théorique : 3,27 %  
 Taux effectif global : 3,27 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/10/2025	3,27	11 435,03	0,00	11 435,03	696,44	370 993,00	696,44
2	07/10/2026	3,27	11 549,38	0,00	11 549,38	604,86	370 993,00	1 301,30
3	07/10/2027	3,27	11 664,87	0,00	11 664,87	509,15	370 993,00	1 810,45
4	07/10/2028	3,27	11 781,52	0,00	11 781,52	409,15	370 993,00	2 219,60
5	07/10/2029	3,27	11 899,33	0,00	11 899,33	304,72	370 993,00	2 524,32
6	07/10/2030	3,27	12 018,33	0,00	12 018,33	195,69	370 993,00	2 720,01
7	07/10/2031	3,27	12 138,51	0,00	12 138,51	81,91	370 993,00	2 801,92
8	07/10/2032	3,27	12 259,90	0,00	12 259,90	- 36,81	370 993,00	2 765,11
9	07/10/2033	3,27	12 382,49	0,00	12 382,49	- 160,60	370 993,00	2 604,51

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	07/10/2034	3,27	12 506,32	0,00	12 506,32	- 289,68	370 993,00	2 314,83
11	07/10/2035	3,27	12 631,38	0,00	12 631,38	- 424,21	370 993,00	1 890,62
12	07/10/2036	3,27	12 757,70	0,00	12 757,70	- 564,41	370 993,00	1 326,21
13	07/10/2037	3,27	12 885,27	0,00	12 885,27	- 710,43	370 993,00	615,78
14	07/10/2038	3,27	13 014,13	246,74	12 767,39	- 615,78	370 746,26	0,00
15	07/10/2039	3,27	13 144,27	1 020,87	12 123,40	0,00	369 725,39	0,00
16	07/10/2040	3,27	13 275,71	1 185,69	12 090,02	0,00	368 539,70	0,00
17	07/10/2041	3,27	13 408,47	1 357,22	12 051,25	0,00	367 182,48	0,00
18	07/10/2042	3,27	13 542,55	1 535,68	12 006,87	0,00	365 646,80	0,00
19	07/10/2043	3,27	13 677,98	1 721,33	11 956,65	0,00	363 925,47	0,00
20	07/10/2044	3,27	13 814,76	1 914,40	11 900,36	0,00	362 011,07	0,00
21	07/10/2045	3,27	13 952,90	2 115,14	11 837,76	0,00	359 895,93	0,00
22	07/10/2046	3,27	14 092,43	2 323,83	11 768,60	0,00	357 572,10	0,00
23	07/10/2047	3,27	14 233,36	2 540,75	11 692,61	0,00	355 031,35	0,00
24	07/10/2048	3,27	14 375,69	2 766,16	11 609,53	0,00	352 265,19	0,00
25	07/10/2049	3,27	14 519,45	3 000,38	11 519,07	0,00	349 264,81	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	07/10/2050	3,27	14 664,64	3 243,68	11 420,96	0,00	346 021,13	0,00
27	07/10/2051	3,27	14 811,29	3 496,40	11 314,89	0,00	342 524,73	0,00
28	07/10/2052	3,27	14 959,40	3 758,84	11 200,56	0,00	338 765,89	0,00
29	07/10/2053	3,27	15 109,00	4 031,36	11 077,64	0,00	334 734,53	0,00
30	07/10/2054	3,27	15 260,09	4 314,27	10 945,82	0,00	330 420,26	0,00
31	07/10/2055	3,27	15 412,69	4 607,95	10 804,74	0,00	325 812,31	0,00
32	07/10/2056	3,27	15 566,81	4 912,75	10 654,06	0,00	320 899,56	0,00
33	07/10/2057	3,27	15 722,48	5 229,06	10 493,42	0,00	315 670,50	0,00
34	07/10/2058	3,27	15 879,71	5 557,28	10 322,43	0,00	310 113,22	0,00
35	07/10/2059	3,27	16 038,50	5 897,80	10 140,70	0,00	304 215,42	0,00
36	07/10/2060	3,27	16 198,89	6 251,05	9 947,84	0,00	297 964,37	0,00
37	07/10/2061	3,27	16 360,88	6 617,45	9 743,43	0,00	291 346,92	0,00
38	07/10/2062	3,27	16 524,49	6 997,45	9 527,04	0,00	284 349,47	0,00
39	07/10/2063	3,27	16 689,73	7 391,50	9 298,23	0,00	276 957,97	0,00
40	07/10/2064	3,27	16 856,63	7 800,10	9 056,53	0,00	269 157,87	0,00
41	07/10/2065	3,27	17 025,19	8 223,73	8 801,46	0,00	260 934,14	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/10/2024

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	07/10/2066	3,27	17 195,45	8 662,90	8 532,55	0,00	252 271,24	0,00
43	07/10/2067	3,27	17 367,40	9 118,13	8 249,27	0,00	243 153,11	0,00
44	07/10/2068	3,27	17 541,08	9 589,97	7 951,11	0,00	233 563,14	0,00
45	07/10/2069	3,27	17 716,49	10 078,98	7 637,51	0,00	223 484,16	0,00
46	07/10/2070	3,27	17 893,65	10 585,72	7 307,93	0,00	212 898,44	0,00
47	07/10/2071	3,27	18 072,59	11 110,81	6 961,78	0,00	201 787,63	0,00
48	07/10/2072	3,27	18 253,31	11 654,85	6 598,46	0,00	190 132,78	0,00
49	07/10/2073	3,27	18 435,85	12 218,51	6 217,34	0,00	177 914,27	0,00
50	07/10/2074	3,27	18 620,20	12 802,40	5 817,80	0,00	165 111,87	0,00
51	07/10/2075	3,27	18 806,41	13 407,25	5 399,16	0,00	151 704,62	0,00
52	07/10/2076	3,27	18 994,47	14 033,73	4 960,74	0,00	137 670,89	0,00
53	07/10/2077	3,27	19 184,42	14 682,58	4 501,84	0,00	122 988,31	0,00
54	07/10/2078	3,27	19 376,26	15 354,54	4 021,72	0,00	107 633,77	0,00
55	07/10/2079	3,27	19 570,02	16 050,40	3 519,62	0,00	91 583,37	0,00
56	07/10/2080	3,27	19 765,72	16 770,94	2 994,78	0,00	74 812,43	0,00
57	07/10/2081	3,27	19 963,38	17 517,01	2 446,37	0,00	57 295,42	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	07/10/2082	3,27	20 163,01	18 289,45	1 873,56	0,00	39 005,97	0,00
59	07/10/2083	3,27	20 364,64	19 089,14	1 275,50	0,00	19 916,83	0,00
60	07/10/2084	3,27	20 568,11	19 916,83	651,28	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>933 894,61</b>	<b>370 993,00</b>	<b>562 901,61</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).



**CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT PROGRAMME NEUF**  
**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES**

**ENTRE :**

La collectivité territoriale de Saint-Quentin-En-Yvelines,

**ET :**

**CDC HABITAT SOCIAL**, Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré, dont le siège social est situé 33, avenue Pierre Mendès France à PARIS (75013), immatriculée au registre du commerce sous le numéro SIREN 552 046 484.

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Monsieur le Président, Monsieur Jean-Michel FOURGOUS de la Collectivité territoriale de Saint-Quentin-en-Yvelines, agissant au nom de ladite Collectivité territoriale, en vertu d'une délibération du Bureau Communautaire en date du 06 février 2025 a signé cette convention.

**CDC HABITAT SOCIAL** est représentée par Monsieur Eric DUBERTRAND, Directeur Interrégional Ile-de-France, dûment habilité aux fins des présentes.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

Ayant obtenu de la Collectivité territoriale de Saint-Quentin-En-Yvelines par délibération n° 2025-XXXX du Bureau Communautaire en date du 06 février 2025, la garantie du service en intérêt et amortissement d'un emprunt global d'un montant global de **1 860 303,00 €**, souscrit par **CDC HABITAT SOCIAL** auprès de la Caisse de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, aux taux, charges et conditions du Contrat de Prêt n°164821 constitué de 07 lignes du prêt, destinés à financer l'acquisition en VEFA de :

17 logements situés 14 AVENUE JULES FERRY, LES CLAYES SOUS BOIS (7 PLAI ANRU - 6 PLUS ANRU - 4 PLS) comme suit :

- CPLS complémentaire au PLS 2023, d'un montant de cent-trente-deux mille cinq-cent-deux euros (132 502,00 euros) pour une durée de 40 ans ;
- PLAI, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-douze mille cent-quatre-vingt-onze euros (292 191,00 euros) pour une durée de 40 ans ;
- PLAI foncier, d'un montant d'un quatre-cent-cinquante-et-un mille huit cent soixante-treize euros (451 873,00 euros) pour une durée de 60 ans ;
- PLS PLSDD 2023, d'un montant de cent-quatre mille six-cent-un euros (104 601,00 euros) pour une durée de 40 ans ;
- PLS foncier PLSDD 2023, d'un montant de deux-cent-dix mille neuf-cent-soixante-six euros (210 966,00 euros) pour une durée de 60 ans ;
- PLUS, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-dix-sept mille cent-soixante-dix-sept euros (297 177,00 euros) pour une durée de 40 ans ;
- PLUS foncier, d'un montant de trois-cent-soixante-dix mille neuf-cent-quatre-vingt-treize euros (370 993,00 euros) pour une durée de 60 ans.

Le jeu de la garantie susvisée pour ce programme est subordonné aux règles ci-après, déterminant à cet effet, les rapports entre la Collectivité territoriale de Saint-Quentin-en-Yvelines et l'acquisition de la société anonyme d'habitation à loyer modéré **CDC HABITAT SOCIAL**

En contrepartie de ladite garantie, **CDC HABITAT SOCIAL**, par la présente, concède à la Collectivité territoriale susvisée de Saint-Quentin-En-Yvelines des droits de réservation sur des logements de son parc le tout dans le respect des dispositions portant sur la gestion en flux, prévues à l'article R 441-5-3 du CCH dans sa rédaction issue du décret du N°2020-145 du 20 février 2020.

### **ARTICLE 1er :**

Les opérations poursuivies par la Société, tant au moyen de ses ressources propres que des emprunts qu'elle a réalisés avec la garantie de la Collectivité territoriale ou qu'elle réalisera avec cette garantie donneront lieu, à la fin de chaque année (ou dans les 6 mois de la clôture comptable), à l'établissement par la Société, d'un compte de résultat en recettes et dépenses, faisant ressortir, pour ladite année le résultat propre à l'exploitation de l'ensemble des immeubles appartenant à la Société.

Ce compte de résultat sera adressé par la Société Anonyme d'HLM **CDC HABITAT SOCIAL** à la Collectivité à compter du 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante.

### **ARTICLE 2 :**

Le compte de gestion défini au paragraphe 1er de l'article ci-dessus comprendra :

AU CREDIT : les recettes de toutes natures auxquelles aura donné lieu la gestion des immeubles et installations appartenant à la société,

AU DEBIT : l'ensemble des dépenses auxquelles aura donné lieu ladite gestion, notamment les frais d'administration et de gestion, les charges d'entretien, de réparation, de gardiennage, les impôts, les taxes, les charges d'intérêts et d'amortissement afférentes aux emprunts contractés pour l'acquisition desdits immeubles et installations.

A ce compte de gestion, devront être joints les états ci-après :

- État détaillé des frais généraux,
- État détaillé des créanciers divers faisant apparaître les sommes qui pourraient rester dues aux établissements prêteurs sur les échéances d'intérêts et d'amortissement d'emprunts contractés,
- État détaillé des débiteurs, faisant ressortir les loyers non payés.

### **ARTICLE 3 :**

Si le compte de gestion, ainsi établi, est excédentaire, cet excédent sera utilisé jusqu'à due concurrence, et dans le cas où la garantie objet des présentes aurait déjà joué, à l'amortissement de la dette contractée par la société vis-à-vis de la Collectivité territoriale susvisée et figurant au compte d'avances ouvert au nom de celle-ci dans les écritures de la société, suivant les conditions prévues à l'article 4 ci-après.

Si le compte d'avances susvisé ne fait apparaître aucune dette de la société, le solde excédentaire du compte de trésorerie sera employé conformément aux statuts de la société.

Si du compte de trésorerie et de l'état détaillé des créanciers divers, il résulte que la société n'a pas réglé tout ou partie des intérêts et amortissements échus d'emprunts garantis par la Collectivité territoriale susvisée et qu'elle ne dispose pas de disponibilités suffisantes pour le faire, la Collectivité territoriale effectuera ce règlement entre les mains de prêteurs en lieu et place de la société, dans la mesure de l'insuffisance des disponibilités constatées.

Ce règlement constituera la Collectivité territoriale susvisée créancière de la société.

### **ARTICLE 4 :**

Un compte d'avances intercommunales sera ouvert dans les écritures de la société.

Il comportera, au débit le montant des versements effectués par la Collectivité territoriale, en vertu de l'article 3, majoré des intérêts supportés par celle-ci si elle a dû faire face à ces avances au moyen de fonds d'emprunts, au crédit le montant des remboursements effectués par la société, le solde constituant la dette de la société vis-à-vis de la Collectivité territoriale.

## **ARTICLE 5 :**

La société, sur simple demande du Président, devra fournir à l'appui du compte, des états visés à l'article 1er, toutes justifications utiles.

Elle devra permettre à toute époque, aux agents désignés par le Préfet en exécution du décret-loi du 30 octobre 1935, de contrôler le fonctionnement de la société, d'effectuer la vérification de sa caisse ainsi que de ses livres de comptabilité et d'une manière générale de s'assurer de la parfaite régularité de toutes ses opérations.

## **ARTICLE 6 :**

Dans le cas où la garantie objet des présentes viendrait à jouer, la société anonyme d'habitation à loyer modéré s'engage à prévenir le Président des difficultés qu'elle rencontre pour le règlement d'une annuité, au moins deux mois avant la date d'échéance afin de lui permettre d'en assurer le paiement en temps opportun et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires élevés.

## **ARTICLE 7 :**

L'application du présent contrat se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts déjà contractés ou à contracter avec la garantie de la Collectivité territoriale.

A l'expiration de ladite convention, et si le compte d'avances intercommunales n'est pas soldé, les dispositions des articles 1 - 2 - 3 - 4 et 5 resteront en vigueur jusqu'à l'extinction de la créance de la Collectivité territoriale.

## **ARTICLE 8 :**

En contrepartie de la garantie apportée par la collectivité territoriale de Saint-Quentin-En-Yvelines, et conformément à l'article R 441-5-3 du CCH dans sa rédaction issue du décret du N°2020-145 du 20 février 2020, le bailleur **CDC HABITAT SOCIAL** s'engage à réserver à celle-ci des droits de réservation qui ne peuvent représenter globalement plus de 20% du flux annuel sur le territoire, comme suit :

=> **A la mise en service de l'opération** : pour le premier peuplement, l'organisme s'engage sur la partie de son patrimoine définie à l'alinéa précédent à mettre à disposition du réservataire 20% du volume de logements de l'opération soit 4 logements locatifs sociaux en droit unique de désignation :

Liste détaillée des logements proposés au titre de la garantie des emprunts :

Financement	Typologie	Etage	n° du logement	Surface Habitable (en m2)*	Surface annexes (en m2)*		Surface utile (en m2)*
					Balcon		
PLS	T2	R+1	69	42,02		42,02	
PLAI	T3	R+1	70	63,26	6,50	66,51	
PLUS	T3	R+2	75	63,26	6,50	66,51	
PLAI	T2	R+2	76	38,09	4,50	40,34	

=> **Après la première mise en service de l'opération** :

Dans le cadre du passage à la gestion en flux, les droits de désignation au titre de cette opération entreront dans le calcul de l'assiette du flux indiquée dans la convention cadre entre **CDC HABITAT SOCIAL** et Collectivité territoriale de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Les droits de réservation consentis en contrepartie de la garantie d'emprunt bénéficieront à la Collectivité territoriale pour une période d'une durée équivalente à la durée des prêts, augmenté de cinq ans, soit jusqu'en **2090**.

## **ARTICLE 9 :**

Les modalités suivantes sont convenues entre les parties pour la mise en service de l'opération :

A compter de la notification de la date de livraison des logements faite par lettre ou courriel avec suivi, la Collectivité territoriale aura un délai de deux mois, avec franchise de loyer, pour désigner une première liste d'au moins trois candidats et transmettre un dossier complet pour chacun d'eux contenant l'ensemble des pièces nécessaires à leur étude, dans le respect des dispositions réglementaires relatives à l'attribution (Article L 441-1 du CCH modifié par la Loi N° 2018-1021 du 23 novembre 2018).

Au-delà du délai visé ci-dessus, la Collectivité territoriale remettra à la société anonyme d'habitation à loyer modéré le ou les logements non attribués.

A défaut de validation par la Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements de la première liste de candidats soumise, la collectivité territoriale disposera d'un délai supplémentaire de 8 jours pour proposer une seconde liste de candidats.

## **ARTICLE 10 :**

Une fois l'opération neuve mise en service, les modalités applicables pour les attributions en flux, sont celles relevant des textes réglementaires (Article L 441-1 du CCH modifié par la Loi N° 2018-1021 du 23 novembre 2018).

Dès réception d'une offre de logement, la Collectivité territoriale disposera d'un délai d'un mois avec franchise de loyer, pour désigner une liste de candidats (au moins trois) et transmettre leur dossier complet. Au-delà du délai visé ci-dessus, la Collectivité territoriale remettra à la société anonyme d'habitation à loyer modéré le logement concerné.

Fait à Trappes, le

Convention établie en 2 exemplaires

Signatures des parties

Pour CDC HABITAT SOCIAL,  
Le Directeur Interrégional Ile-de-France,  
**Eric DUBERTRAND**

Pour Saint-Quentin-En-Yvelines,  
Le Président,  
**Jean-Michel FOURGOUS**